

Les peuples en lutte face au G20

LE G20, CE NOUVEAU DIRECTOIRE MONDIAL

Les États les plus riches de la planète se sont dotés d'un nouvel instrument pour diriger le monde. Auto-proclamé, il est illégitime, n'atteint pas les objectifs qu'il s'est fixés et a été incapable de répondre à la crise.

Le G20 a été créé en décembre 1999 suite aux crises financières qui frappaient les économies asiatiques depuis 1997, mais également la Russie et l'Argentine. Son objectif était alors de constituer un espace de concertation entre les pays industrialisés du G7, douze pays émergents¹ et l'Union européenne afin d'aborder les questions de stabilité économique et financière mondiale.

D'une réunion des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales, le G20 s'est transformé en novembre 2008 en rencontre de chefs d'État ou de gouvernement, auxquels s'ajoutent le président du Conseil européen et celui de la BCE. Les responsables des principales institutions internationales – Nations unies, FMI, Banque mondiale, etc. – sont également invités.

Bien que ne réunissant que 19 États (+ l'UE) sur les 194 représentés à l'ONU, cette instance, dénuée de personnalité juridique, entend pourtant dicter la marche du monde. Nicolas Sarkozy, qui la préside en 2011, l'entend bien ainsi : « le G20 est mondial. Donc, c'est le lieu, où il faut agir. »

Sa présidence a pour vocation de promouvoir un « nouvel ordre économique et financier fondé sur des principes de régulation, de transparence, et de responsabilité », en « capitalisant sur les succès passés ». Or, les sommets de Washington, Londres, Pittsburgh ou Séoul ont bien montré la détermination de ses membres à persister dans la voie qui a précisément conduit à la crise mondiale, qui connaît aujourd'hui une aggravation dramatique. Alors que les grandes puissances démantèlent toutes les solidarités pour satisfaire les marchés financiers, les peuples quant à eux, confrontés à une crise sociale sans précédent depuis un siècle, n'ont rien à espérer du G20.

Face au krach qui vient

Les sommets du G20, qui se sont succédé depuis l'extension de la crise en 2008 nous promettaient de remettre de l'ordre dans la finance mondiale. Des réformes importantes étaient annoncées dans des domaines clés comme les banques « trop grandes pour faire faillite », les paradis fiscaux, les fonds spéculatifs, les agences de notation, les produits dérivés... La montagne a accouché d'une souris. La preuve ? La spéculation a repris de plus belle dès 2009 en s'attaquant tour à tour aux matières premières, aux dettes souveraines des pays de la zone euro et aux banques.

Le nouvel épisode de la crise de l'été 2011 montre l'échec total du G20 et les contradictions mortifères des politiques néolibérales. La crise

des dettes publiques, qui s'était concentrée sur la zone euro, s'est étendue aux États-Unis où l'administration Obama est paralysée par une majorité républicaine ultra-libérale au Congrès, qui refuse obstinément toute hausse des impôts des riches. Les pays de la zone euro se croyaient sortis d'affaire à l'issue du sommet du 21 juillet 2011. Sous prétexte de venir en aide aux pays en difficulté – en réalité pour aider les banques créancières de ces pays –, ils avaient doté de moyens supplémentaires (à hauteur de 400 milliards d'euros) le Fonds européen de stabilité financière, présenté par Nicolas Sarkozy comme le nouveau « fonds monétaire européen ». Ils clamaient avoir obtenu des banques créancières qu'elles contribuent « volontairement » à la réduction de la dette de la Grèce à hauteur de 21 %. L'embellie passagère causée par cet accord a rapidement fait place, à partir d'août 2011, à une violente tornade financière qui a vu un effondrement de l'ordre de 50 % des cours boursiers des grandes banques françaises.

D'où vient ce cataclysme qui a foudroyé Société Générale, BNP-Paribas et Crédit Agricole ? De l'échec et des contradictions des politiques néolibérales. L'euro était une construction bancal : une monnaie unique entre pays très différents, sans solidarité financière ni protection contre la spéculation mondiale. La crise financière de 2008 a fait éclater ces contradictions et flamber les dettes publiques. L'approfondissement des politiques d'austérité, qui est la seule arme des gouvernements, a produit les effets dévastateurs économiques et sociaux que nous avons dénoncés : une récession générale en Europe et aux États-Unis s'est enclenchée. Résultat : la Grèce exsangue se dirige vers un défaut de paiement, les marchés s'affolent, et les spéculateurs s'attaquent aux banques européennes qui avaient acheté la dette grecque pour profiter des taux élevés que ce pays était obligé de payer.

Alors qu'ils excellent à imposer la rigueur aux populations, les gouvernements néolibéraux sont impuissants face aux marchés. Ils ont renoncé à les désarmer pour bloquer leur œuvre prédatrice et destructrice. Faute d'avoir voulu réguler la finance quand il était encore temps, le G20 se trouve aujourd'hui face à la perspective d'un nouveau krach financier majeur.

Le G20 de Cannes n'apportera rien

Mis à part les millions d'euros dépensés et des dispositifs sécuritaires disproportionnés, il y a peu à retenir du G8 qui s'est tenu à Deauville les 26 et 27 mai derniers. Cette première grande échéance de la présidence française du G8 et du G20 aura abouti à des décisions sans surprise : derrière un voile de bonnes intentions, elles visent toutes à promouvoir les intérêts économiques des pays du G8, à capter des parts de marché et à resserrer l'étai de l'austérité tout en poursuivant des politiques sécuritaires et guerrières. Elle aura montré que les pays du G8 sont définitivement incapables de présider aux destinées du monde.

La première réunion des ministres en charge de l'agriculture du G20, qui s'est tenue les 22 et



Mobilisations lors du G7 Finances à Marseille.

La poule aspirant et transformant la dette en oeufs d'or, au service du FMI, de la BCE et du G20
© Alter-Echos (www.alter-echos.org)

23 juin derniers, a elle aussi renoncé à remédier au désordre alimentaire mondial. Les mesures annoncées s'appuient toutes sur la croyance qu'un marché agricole ouvert est le seul horizon crédible. Aucune d'elles ne pourra enrayer durablement la spéculation des marchés de matières premières et agricoles.

Ce sentiment d'absence de volonté politique face aux marchés s'est confirmé avec la réunion des ministres des finances et banquiers centraux du G7, à Marseille les 9 et 10 septembre. Face à la crise des dettes publiques et sous fond de tensions spéculatives fortes dans la zone euro, les membres du G7 ont un nouvelle fois déclarés être décidés « à apporter une réponse internationale forte et coordonnée pour relever ces défis² » tout en reconnaissant qu'« il y a désormais des signes clairs de ralentissement de la croissance mondiale ». Après avoir essayé de nous faire croire que la crise était derrière nous, les pays industrialisés font face à la vacuité des mesures mises en œuvre depuis 2008 pour la résoudre. Ils ne peuvent que constater que « les inquiétudes entourant le rythme et l'avenir de la reprise soulignent le besoin d'un effort concerté au niveau international pour soutenir une croissance forte, durable et équilibrée ». Le dogme néolibéral reste bien présent puisque le G7 croit aveuglément que « les politiques monétaires maintiendront la stabilité des prix et continueront à soutenir la reprise économique » alors que le zone euro est au bord du gouffre et que la situation appelle des mesures radicales.

La désunion Europe/États-Unis

La réunion de l'Eurogroupe des 16 et 17 septembre à Wrocław en Pologne a été le théâtre d'affrontements inédits et inquiétants entre les ministres des finances de la zone euro et le secrétaire américain au Trésor Timothy Geithner. Des désaccords importants sont apparus, montrant que la logique du « chacun pour soi » risque de prédominer. Invité par la prési-

dence polonaise, Timothy Geithner a plaidé pour une politique de relance et un renforcement du Fonds européen de stabilité (FESF). Ce à quoi, Jean-Claude Juncker, président de l'Eurogroupe, a répondu sèchement : « Nous ne discutons pas de l'augmentation de la taille du FESF avec un pays non membre de la zone euro. »

De leur côté, les Européens ont à nouveau mis en avant la taxation des transactions financières (TTF) comme moyen de trouver des fonds supplémentaires, une taxe jugée inenvisageable par Timothy Geithner. Poussée par la France et l'Allemagne, la TTF est encore loin de faire l'unanimité, même en Europe, notamment auprès des Britanniques, inquiets pour l'avenir de la City de Londres.

Les ministres des finances et banquiers centraux des pays du G20 se sont retrouvés à Washington le 22 septembre, en marge des assemblées d'automne du FMI et de la Banque mondiale. Tentant de masquer leurs désaccords, ils ont promis qu'un « plan collectif ambitieux dans lequel chacun aura son rôle à jouer » serait adopté au G20 de Cannes. Avec ce plan, basé sur « des politiques coordonnées incluant à la fois des décisions à court terme et des perspectives à moyen terme », le G20 demande aux marchés financiers de bien vouloir patienter, message non retenu puisque tous les marchés mondiaux ouvriraient à la baisse dès le lendemain.

Un Sarkozy affaibli, mais prêt à tout

Qu'il est loin le temps où Nicolas Sarkozy espérait profiter du G20 pour redorer son blason. Début 2011, la présidence française du G20 souhaitait à la fois « réformer le système monétaire international, renforcer la régulation financière, lutter contre la volatilité des prix des matières premières, soutenir l'emploi et renforcer la dimension sociale de la mondialisation, lutter contre la corruption, agir pour le développement³ ».

En pleine crise européenne et avec des marges de manœuvre très limitées, Nicolas Sarkozy en est réduit à espérer jouer le rôle d'arbitre du duel que se livrent les États-Unis et la Chine. Espoir chimérique au vu des tensions actuelles entre l'Europe et les États-Unis. Washington souhaite voir le yuan chinois évoluer à la hausse alors que Pékin demande aux Américains de mettre de l'ordre dans leur finances en cessant d'inonder le monde de dollars. Notre président aura bien du mal à faire en sorte que « *le G20 se mette d'accord sur un plan d'action pour la croissance, comprenant des engagements précis et concrets des principales économies* »⁴.

Néanmoins, l'équipe élyséenne tente toujours d'avancer sur les priorités affichées. Les négociations avancent peu et le G20 de Cannes risque de se cantonner à la gestion de l'existant, moyennant quelques effets d'annonce et une nouvelle déclaration de bonnes intentions. L'opportunisme de Nicolas Sarkozy lui permettrait peut-être de faire avancer une mesure phare comme une mini-taxe sur les transactions financières, à un taux très faible pour ne pas gêner les spéculateurs, et qui serait mise en place par un groupe de pays « volontaires » pour financer l'aide au développement.

exclus des débats, mais les sociétés civiles et les collectivités territoriales, qui ont pourtant gagné en reconnaissance au sein des institutions des Nations unies, n'ont pas non plus voix au chapitre. Alors que les populations sont tenues à l'écart de ces sommets sur-sécurisés, les grands perdants sont les plus pauvres dont les droits et les intérêts ne sont pas pris en compte.

Les questions abordées par le G20, hier strictement économiques et financières, mais aujourd'hui plus larges, relatives à l'emploi, à l'agriculture ou au développement, concernent la population mondiale et devraient être traitées au seul G qui vaille, le G193, soit l'Organisation des Nations unies, dont le fonctionnement doit lui-même être profondément modifié (notamment en supprimant ou en restreignant le droit de veto des membres permanents du Conseil de sécurité).

Déconstruisons le mythe néolibéral du marché et de la croissance

La présidence française s'engage à « moraliser le capitalisme au niveau mondial et mettre la finance au service de la croissance »⁵. Le G20 s'acharne donc à la survie d'un système de production et de consommation énergivore qui épuise la planète et creuse les inégalités.

La convergence des crises économique, financière, sociale et environnementale expose de manière flagrante l'échec et les impacts dramatiques des politiques néolibérales imposées aux peuples. Mais les dirigeants des vingt premières économies mondiales demeurent aveuglés par les mythes du marché et de la croissance. En guise de moralisation du capitalisme, le G20 envisage uniquement des mesures de toilette, qui visent – en vain – à sécuriser la poursuite du processus de libéralisation, de marchandisation, et de financiarisation de l'économie, de la société et de la nature.

Malgré la progression des idées hétérodoxes, et l'alliance croissante de leurs représentants avec les sociétés civiles, les partisans du « TINA – *There is no alternative* – » de Madame Thatcher dominent toujours les élites politiques, économiques et intellectuelles qui dirigent les grandes institutions dans lesquelles le G20 puise son expertise technique – FMI, Banque mondiale, OCDE, OMC, etc. Le paradigme économique de l'efficacité des marchés a guidé les mesures annoncées par le G20, supposées atténuer les conséquences de la crise et engager la reprise de la croissance sur le plan mondial.

Pendant ce temps, le chômage et la précarité explosent, les services publics se dégradent, les ressources naturelles sont surexploitées, les crédits alloués aux politiques publiques de protection de l'environnement et des écosystèmes sont laminés... C'est dire qu'il y a urgence à définir des nouvelles voies de développement fondées sur le respect des droits humains et de l'environnement. Les alternatives existent !

La croissance n'est pas une finalité. Les droits humains fondamentaux le sont

Le G20 fera fausse route tant qu'il soutiendra une approche en faveur d'un développement basé sur la croissance et non sur le respect et la réalisation des droits humains fondamentaux.

Le développement est à l'agenda du G20 depuis le sommet de Séoul en novembre 2010. Non seulement la démarche retenue n'a jusqu'à présent débouché sur aucun outil financier ni

engagement contraignant, mais elle ne se réfère ni aux principaux instruments internationaux relatifs aux droits humains (Pactes internationaux sur les droits civils et politiques, et sur les droits économiques, sociaux et culturels notamment), ni aux mécanismes internationaux relatifs à la protection du climat et de l'environnement. Elle ignore en outre les Objectifs du millénaire pour le développement.

Elle révèle l'analogie faite par les membres du G20 entre développement et croissance économique. Or, même plus équitablement répartie, celle-ci ne suffirait pas à créer plus de bien-être pour les peuples et à réduire les inégalités. La pauvreté ne se combat pas d'abord par l'accumulation de marchandises : il faut prioriser les dimensions qualitatives du développement telles que la sécurité et la qualité alimentaire, le niveau de scolarisation, la santé, la protection contre les catastrophes écologiques et les pollutions, ou encore l'accès aux services de base et aux opportunités de construction d'une vie digne.

Pour réduire durablement les inégalités, les gouvernements du G20 doivent, pour commencer, subordonner leurs politiques aux instruments internationaux qui définissent et protègent les droits fondamentaux des citoyens. Pour promouvoir l'humain avant le profit et redonner au politique le primat sur l'économie et la finance, il faut réorienter l'organisation sociale vers des finalités autres que l'expansion des multinationales, l'intensification des échanges commerciaux et financiers et la marchandisation de toutes les activités.

Nourrir les peuples, pas le capital

Reconnectons les marchés financiers à l'économie réelle en interdisant les comportements spéculatifs sur les produits agricoles, condition nécessaire à une agriculture durable au service des producteurs et consommateurs.

Depuis les années 1970, l'agriculture paysanne et familiale est laminée par les politiques de libre-échange instituées au profit des multinationales de l'agro-alimentaire. Ces politiques ont provoqué spéculation, dumping social, dégradation de l'environnement et des conditions de vie des paysans et des paysannes au Nord et au Sud. Aujourd'hui, la sécurité et la souveraineté alimentaires⁶ sont de plus en plus menacées par la production massive d'agrobiosurants, les accaparements de terres, et une volatilité extrême des prix agricoles résultant du démantèlement des politiques agricoles et des outils de régulation des marchés.

La lutte contre la fluctuation excessive des prix des matières premières, abordée au sommet de Pittsburgh en 2009, et la sécurité alimentaire figurent sur le papier parmi les priorités de la présidence française. Or, outre favoriser les intérêts de l'industrie agroalimentaire et des acteurs financiers, les timides mesures jusqu'à présent évoquées cherchent à pallier les conséquences et non les causes de la volatilité des prix agricoles et de l'insécurité alimentaire.

Il faut exclure les spéculateurs des marchés agricoles et apporter un large soutien financier et logistique au développement de l'agriculture durable, locale et vivrière : c'est la condition pour que les 1,8 milliard d'exploitations agricoles familiales actuelles vivent de leur travail et que les 9 milliards de personnes que comptera la planète en 2050 mangent à leur faim. Les marchés à terme, qui servent en théorie à assurer les paysans contre les fluctuations des prix mais contribuent aujourd'hui à leur extrême instabilité,

G20-G8 FRANCE 2011 :
"NOUVEAU MONDE, NOUVELLES IDÉES"



Mric - Iconovox

LEUR CRISE, NOS SOLUTIONS

Nos gouvernants, se raccrochent encore au mythe d'une croissance libre et non faussée s'appuyant sur un système financier tout-puissant moyennant quelques régulations de ses excès. Mais il est trop tard ! L'heure n'est plus à la simple régulation financière. Face à un ordre néolibéral en voie d'effondrement, des mesures radicales, permettant de promouvoir une Europe solidaire et un nouvel ordre économique mondial, sont aujourd'hui les seules réponses pertinentes devant l'échec du G20 et de l'Union européenne.

Face à cette nouvelle étape de la crise et pour éviter un effondrement économique, trois mesures de rupture devraient être mises en place immédiatement en France et en Europe :

- Le contrôle social des banques, dont certaines devront prochainement être recapitalisées par les pouvoirs publics ;
- Un moratoire sur les intérêts de la dette conduisant à l'annulation des dettes illégitimes, causées par les cadeaux fiscaux aux entreprises et aux classes dominantes ;
- Une taxe sur les transactions financières de 0,1 % pour enrayer la spéculation et dégager rapidement des marges de manœuvre financières.

Au-delà de ces mesures de rupture, nous proposons un ensemble de solutions pour inverser radicalement le cours des événements et construire un nouvel ordre économique basé sur la justice sociale et environnementale.

Ils sont vingt, nous sommes des milliards

Exigeons que les décisions qui concernent l'avenir du monde soient prises au sein de la seule enceinte internationale légitime aujourd'hui, les Nations unies. Une autre autorité mondiale, démocratique et légitimée par les peuples, est possible.

Qu'il ait douze membres supplémentaires, représentant non plus 15 % mais les deux tiers de la population, ne rend pas le G20 plus démocratique que le G8. De même que l'augmentation des droits de vote des pays émergents au FMI et à la Banque mondiale, l'élargissement du G8 au G20 consiste surtout à désamorcer les critiques, et entérine le caractère incontournable des grands pays émergents dans toute discussion relative aux questions économiques, financières et monétaires sur le plan mondial. Loin de démocratiser les débats, il perpétue au contraire un système injuste dans lequel la richesse conditionne le droit à décider pour soi... et pour les autres.

Détentrices de capitaux, les économies émergentes cooptées au G20 jouent plus volontiers qu'hier le jeu de la coopération et du dialogue avec les gouvernements occidentaux, pour accroître leur influence et leurs marges de manœuvre. Quant aux autres pays, s'ils veulent porter leur voix devant le G20, ils doivent s'y faire inviter. Non seulement 173 pays sont

devront progressivement laisser place à un système public et international de stabilisation des prix et des volumes disponibles.

Hémorragie budgétaire? Stoppons l'évasion et la fraude fiscales

La supercherie entamée au G20 de Londres en 2009 se poursuit. Afin d'assainir l'économie mondiale, financer le développement et lutter efficacement contre la corruption, ne blanchissons plus les paradis fiscaux et judiciaires.

Depuis le G20 de Londres en 2009, le nombre de territoires inscrits sur la liste grise de la classification des paradis fiscaux et judiciaires⁷ (PFJ) diminue. En avril 2010, plus aucun pays ne figurait sur la liste noire et la liste grise n'en comptait que 17, représentant seulement 0.25 % du marché mondial des services financiers aux non-résidents. Le « blanchiment » des PFJ au cœur de la finance *off shore* et liés aux deux principales places financières, la City de Londres et Wall Street à New York, reflète la volonté des membres du G20 de ménager les intérêts de la finance internationale... et les leurs. Car les critères retenus exemptent *de facto* les zones de non-droit qui les entourent directement, Monaco et l'Andorre pour la France.

Maillons clés de la financiarisation de l'économie et de la spéculation sur les marchés agricoles et les dettes souveraines, les PFJ facilitent le blanchiment d'argent « sale », et ruinent les capacités de financement des gouvernements du Sud et du Nord. L'évasion et la fraude fiscales génèrent également un biais important dans les statistiques commerciales, financières et d'investissement, privant les décideurs politiques d'outils politiques importants.

Si la présidence française veut montrer sa détermination à agir pour le développement, lutter contre la corruption et renforcer l'État de droit, elle doit faire établir une véritable liste noire des territoires à risques et un registre de leurs utilisateurs. Si des procédures supranationales de coopération s'imposent, il faut les accompagner de sanctions à l'égard des territoires non coopératifs et de leurs utilisateurs qui s'y localisent en secret afin de contourner les réglementations nationales.

Un G20 pour la paix des monnaies ?

« Rien ne devrait être plus stable que ce qui sert de mesure à toute chose » (Montesquieu). La réponse à la « guerre des monnaies » ouverte au G20 de Séoul en 2010 ne viendra pas d'une nouvelle piqure de flexibilité telle que proposée par la présidence française, mais d'un nouveau Bretton Woods.

Volatilité accrue des monnaies, creusement des déséquilibres macroéconomiques, relance de la spéculation par des émissions massives de dollars, accélération des entrées et sorties de capitaux et accumulation forcée de réserves de change par les pays émergents... Tous ces dysfonctionnements appellent une réforme du système monétaire international (SMI).

Non abordée par les trois derniers G20, la réforme des mécanismes qui encadrent les échanges monétaires internationaux et l'organisation des régimes de change est l'une des priorités du G20 de Cannes. Mais les antagonismes en son sein même perdurent, comme on l'a vu lors de l'ouverture du G20 de Séoul entre la Chine excédentaire et les États-Unis déficitaires. Des antagonismes existent également au sein de la zone euro face à la valorisation rela-

tive de l'euro. Dévaluations compétitives et attaques spéculatives ne faiblissent pas dans cette guerre des monnaies.

Si Nicolas Sarkozy souhaite un « nouveau Bretton Woods »⁸, il assure vouloir stabiliser le SMI en lui donnant plus de flexibilité, bref en l'abandonnant au marché. Pourtant, pour répondre aux intérêts des peuples et de l'économie mondiale, le nouveau régime de change doit être stabilisé et piloté par des institutions financières internationales démocratisées. Comme le demandent les BRIC⁹, il faut mettre un terme à l'hégémonie du dollar et créer une monnaie de réserve internationale stable, fondée sur un panier de devises et une coopération monétaire internationale. À terme, une seule monnaie mondiale devrait exister à côté de plusieurs monnaies régionales assurant l'intégration économique dans des zones relativement homogènes en termes de développement économique.

Taxer la spéculation : une solution au service du développement

La taxe sur les transactions financières n'est pas seulement un financement innovant. C'est un instrument pour lutter contre la spéculation financière, désarmer les marchés et financer le développement et la transition sociale et écologique de nos sociétés.

Les politiques de libéralisation de la finance ont permis une accélération et un accroissement des flux financiers internationaux à des niveaux déconnectés des évolutions de l'économie réelle en termes d'échanges commerciaux. Les conséquences graves et prégnantes de la crise de 2008 nous rappellent chaque jour qu'il est nécessaire de désarmer les marchés financiers, notamment par l'instauration d'une taxe sur les transactions financières (TTF).

Le niveau de la taxe (0,1 %) est un enjeu certain pour qu'elle ait un effet dissuasif sur les spéculations. Mais elle ne réduira le volume des transactions financières socialement inutiles qu'à condition qu'elle ne soit pas compensée par des avantages, notamment fiscaux, envers les acteurs économiques et financiers. Outre son rôle de régulateur, la TTF générera des revenus. Répartis selon les besoins et priorités, ces derniers doivent alimenter, via les budgets nationaux ou régionaux, la lutte contre les inégalités sociales et environnementales et le financement des biens publics mondiaux.

Tels sont les enjeux à décrypter derrière les discours des politiques qui s'annoncent pro-TTF pour aussitôt la rendre facultative, pour lui fixer un taux ridiculement bas (0,005 %), ou conditionner sa mise en œuvre à l'accord de l'ensemble des places boursières. Si Nicolas Sarkozy s'affiche en grand défenseur d'une TTF au sein du G20, il a beaucoup tardé à la proposer au niveau européen alors que c'est à ce niveau qu'elle est le plus susceptible de faire consensus, pour avancer ensuite vers une mise en œuvre mondiale. Il faut en outre veiller à ce que la TTF ne devienne pas qu'un simple financement innovant destiné à secourir les banques en cas de nouvelle crise.

Austérité pour les peuples, renflouage des banques ? NON !

Grèce, Portugal, Irlande... à qui le tour ? Sur la route de l'austérité, l'itinéraire des pays est sans fin. De l'Argentine en 2001 aux Indignés, nos inspirations sont multiples !

L'éloquence de Nicolas Sarkozy et d'autres dignitaires politiques à se présenter comme sou-

UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE



Faujour - Iconovox

cieux de l'intérêt général serait risible si les conséquences de leurs politiques n'étaient pas aussi dramatiques en termes de protection sociale, santé, éducation, financement des retraites. Car la crise de 2008 a pris un nouveau visage, celui d'une crise des dettes souveraines. Le renflouement des banques selon le principe de « privatisation des profits, socialisation des pertes » et la récession ont fait passer le déficit de la zone euro de 0,7 % du PIB en 2007 à 6,3 % en 2009. Jusqu'alors excédentaires, l'Espagne et l'Irlande, aujourd'hui saignées par le poids de la dette, sont devenues déficitaires. 27 % du PIB mondial auraient en tout été injectés dans le sauvetage d'un système structurellement défectueux. Aujourd'hui, la facture est présentée aux peuples.

En signant le « Pacte pour l'Euro », les chefs d'État ou de gouvernement se sont clairement présentés comme les promoteurs d'une UE au service de la finance. Ils y octroient à la Troïka¹⁰ le droit d'enfreindre la souveraineté des États en imposant aux « mauvais élèves » des mesures dignes des plans d'ajustement structurel prescrits hier aux pays du Sud. Après la Grèce, aujourd'hui ouvertement mise sous tutelle, d'autres pays seront contraints à renoncer même aux apparences de la démocratie. Les dirigeants de

chaque pays brandissent le spectre d'une possible dégradation de leur note par les agences de notation – quasi incontestées et pourtant si contestables – pour légitimer leur plan d'austérité et faire de leur fameuse « règle d'or » un principe supérieur au droit des peuples à se diriger eux-mêmes.

Les Indignés réaffirment ce droit en réclamant ici et maintenant une démocratie réelle. Tous, contribuables excédés de payer pour les erreurs des banques, ne pouvons n'être qu'indignés. Nous devons lutter, occuper l'espace public, exiger un changement radical de cap.

Les propositions de ce 4 pages seront imprimées sous la forme de 9 cartes postales dans un coffret qui pourra être commandé via Attac (www.france.attac.org) ou l'AITEC (<http://aitec.reseau-ipam.org>).

%
attac

aitec
Association Internationale de
Techniciens, Experts et Chercheurs

Attac France,
septembre 2011

Notes

1. Les États-Unis, le Japon, l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, l'Italie et le Canada- siègent au G20 aux côtés de l'Australie, l'Arabie saoudite, la Russie, la Turquie, la Chine, l'Inde, l'Indonésie, la République de Corée, le Brésil, le Mexique, l'Argentine, et l'Afrique du Sud
2. <http://fr.reuters.com/article/frEuroRpt/idFRLDE7880J520110909>
3. <http://www.g20-g8.com/g8-g20/g20/francais/les-priorites-de-la-france/les-priorites-de-la-presidence-francaise/les-priorites-de-la-presidence-francaise.36.html>
4. Intervention de Nicolas Sarkozy à la conférence des ambassadeurs, le 31 août 2011 à l'Élysée.
5. Portail du gouvernement: <http://www.gouvernement.fr/gouvernement/g8-et-g20-la-france-au-cœur-des-decisions-pour-l-equilibre-economique-mondial>
6. Droit de chaque pays ou groupe de pays voisins de définir sa propre politique agricole et alimentaire.
7. Juridictions opaques qui échappent à tout contrôle des autorités fiscales, judiciaires ou prudentielles et par lesquelles transite la moitié des transactions financières et commerciales internationales.
8. Forum économique mondial à Davos en janvier 2011.
9. Brésil, Russie, Inde et Chine.
10. Représentants de la Commission européenne, de la Banque centrale européenne et du FMI chargés de surveiller les finances publiques grecques dans le cadre de l'accord de refinancement négocié en mai 2010.

Toutes et tous à Nice du 1^{er} au 4 novembre !

Le sommet des peuples face au G20 se tiendra à Nice du mardi 1^{er} au vendredi 4 novembre. Une coalition nationale, forte d'une quarantaine d'organisations associatives et syndicales, soutenue par des partis politiques, appelle à être présents à Nice pour construire les voies d'une transition vers une société solidaire. Notre présence à quelques kilomètres du sommet officiel des chefs d'État permettra de faire entendre notre opposition aux politiques néolibérales orchestrées dans le Palais des festivals de Cannes : face au discours fataliste utilisant la « dette » comme argument imparable pour défaire les instruments de solidarité et imposer la compétition comme seule règle des rapports humains, nous réaffirmerons nos alternatives.

Dans la continuité des contre-sommets qui ont été tenus dernièrement à Séoul, à Toronto ou à Londres face au G20, notre sommet des peuples sera un moment de convergence important entre les réseaux thématiques internationaux pour dénoncer les politiques de pillage des acquis sociaux et de prédation des ressources de la planète.

Face à un G20 qui n'apporte que des discours évasifs prétendant réguler le système financier sans jamais énoncer la moindre mesure contraignante, le mot d'ordre de la manifestation d'ouverture (le mardi 1^{er} novembre, 15h00) sera celui affirmé lors des séminaires tenus au Forum social mondial de Dakar en février dernier : « Les peuples d'abord, pas la finance ».

Les activités des mercredi 2 et jeudi 3 novembre seront celles proposées par les organisations et réseaux. Débats et actions s'articuleront autour de six thèmes prioritaires :

1. **Inégalités, austérité : y en a marre !**
2. **La vie, pas la bourse**
3. **Changer le système, pas la planète**
4. **Ne jouez pas avec notre nourriture**
5. **Indignés, révoltés, solidarité**
6. **Ils sont vingt, nous sommes des milliards**

Ces espaces thématiques seront des lieux de construction des alternatives au capitalisme. Nous ne plaçons aucun espoir dans les objectifs que se donnent les chefs d'État lors de ces sommets, et savons que c'est à nous de porter les solutions pour une réelle sortie de crise !

Deux temps unitaires les soirées des mercredi 2 et jeudi 3 novembre permettront de débattre de nos propositions pour un autre monde, en connexion audio-vidéo notamment avec le Forum des peuples qui se tiendra simultanément au Mali. Des témoins de luttes sur les différents continents et sur différents secteurs nous feront partager leurs combats, analyses et propositions.

Notre dénonciation de la mascarade que représentent ces sommets du G20 sera poursuivie le jeudi 3 novembre par notre présence aux entrées de Monaco, petit paradis fiscal que le G20 de Londres en avril 2009 est censé avoir supprimé. Il nous appartient à nous, acteurs de la société civile, de pointer la vacuité des discours officiels et les mensonges répétés en continu.

Nous portons des solutions face aux différentes crises que nos sociétés traversent (économique, financière, sociale, environnementale, politique). Notre présence à Nice est l'occasion de les mettre sur le devant de la scène et de les enrichir afin de faire reculer le pouvoir de la finance et d'ouvrir des possibilités de transformation sociale. Dans la suite des grands sommets altermondialistes, il s'agira pour nous de gagner des points dans la bataille idéologique face à la droite sécuritaire et néolibérale.



Mobilisations lors du G7 Finances à Marseille.
Les banques sont nettoyées par des citoyen-ne-s avides d'en reprendre le contrôle
© Alter-Echos (www.alter-echos.org)

Toutes les infos sur la mobilisation

Le contre-sommet du G20 se tient à Nice du mardi 1^{er} au vendredi 4 novembre.

• **Mardi 1^{er}** : manifestation (départ à 15h00), puis concerts (Rezo.T, Lo Mago d'en casteu, Tournée générale, HK & les Saltimbanks) et prises de parole.

• **Mercredi 2** : journée de débats et d'actions (sur trois créneaux : 10h, 14h et 17h) proposés par les organisations et les réseaux -- En soirée, meeting unitaire.

• **Jeudi 3 (ouverture du G20)** : à partir de 10h, action de rue festive aux portes de Monaco -- Reprise des débats et actions du Forum des peuples (deux créneaux : 14h et 17h) -- En soirée, banquet des alternatives.

• **Vendredi 4** : action finale pour accompagner la clôture officielle du G20 -- conférence de presse.

Les différentes activités du contre-sommet seront hébergées dans la ville de Nice et seront accessibles à pied et/ou en transports en commun.

Les arrivées à Nice peuvent se faire en train ou en car, des parkings seront à disposition

(les activités de l'aéroport de Nice Côte d'Azur, où doivent arriver les délégations officielles, pourraient être perturbées).

Un hébergement collectif est proposé : des gymnases ainsi qu'un terrain où planter des tentes ont été demandés à la Mairie de Nice, un hébergement militant est mis en place : vous pouvez aussi réserver un hôtel ou une chambre en auberge de jeunesse.

Une restauration le mardi 1^{er} (jour férié) sera proposée par le collectif des Alpes-Maritimes sur le lieu du concert.

Les infos en temps réel peuvent se retrouver sur le site de la coalition nationale : <http://www.mobilisationsg20.org>

Pour une demande d'informations concernant les activités d'Attac, contactez g2onice@attac.org ou Nikolaz Berthomeau au 06 63 86 37 21.

Pour aider au financement de ce contre-sommet, vous pouvez faire une donation au collectif des Alpes-Maritimes en envoyant un chèque, avec impérativement au dos la mention « G20 », à l'ordre du CCFD-Terre Solidaire, et en l'adressant à : CCFD-Terre Solidaire – Service Don et Abonnement - G20, 4, rue Jean Lantier, 75001 Paris.